

programmes d'ajustement structurel. Avant que le Zaïre ne réintègre les rangs du FMI on lui impose une série de mesure dont évidemment que Mobutu ne pige plus dans la banque centrale comme il le fait depuis 30 ans. Mais on impose la diminution du nombre des fonctionnaires de 300,000 à 30,000 militaires compris. Si on accepte qu'une mesure comme celle-ci est nécessaire, comment peut-elle se réaliser rapidement dans le contexte Zaïrois sans provoquer de violents conflits? Comment accepter que l'État privilégie le service de la dette au détriment de l'éducation ou des soins de santé dans le contexte africain?

C'est l'impasse vers lequel l'imposition de ces trois conditions définies étroitement, mène les pays africains. Sans tenir compte formellement des droits sociaux et économiques, ces améliorations ne peuvent mener qu'à de nouveaux conflits engendrés par la marginalisation d'une portion toujours plus grande de la population, marginalisation qui mène à l'appauvrissement. C'est la pauvreté et la marginalisation qui génère les conflits.

4. Quelle est la place des droits dans la prévention des conflits?

(Non livré lors de la conférence)

On ne pourra pas prévenir les conflits sans accorder toute l'attention requise aux droits de la personne, y compris les droits sociaux et économiques.

- A) Les régimes autoritaires ont réussi à survivre pendant les 25, 30 dernières années grâce à un système répressif imposant; comme un couvercle sur une marmite. Si la libéralisation politique et économique ne signifie pas amélioration des conditions de vie de la multitude, les exclus soit les paysans, les jeunes vont se révolter. Risque aussi que cette marginalisation ne soit récupérée par des mouvements ethniques revendicateurs et violents ou par le fondamentalisme religieux.
- B) La démocratie à l'occidentale a mauvaise presse dans plusieurs pays africains, les gens associent maintenant démocratie, multipartisme au chaos, à l'anarchie, au démantèlement de structures sociales et économiques jusque là efficace même si ne générant que peu de richesse du moins ça fonctionnait. Ex Burundi où on critique l'imposition de cette démocratie; le régime démocratique doit garantir un certain nombre de droits qui touchent le plus grand nombre de personnes, sinon une assise auprès des élites seulement, élites des villes en plus et risque de conflits de toutes sortes.